

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 03/11/22

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



PPMPP Sarl

7 rue de l'Amiral d'Estaing
75016 PARIS 16

Références : JR/2022-1343
Numéro de visite : 82-22-079
Code AIOT : 0006802447

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2022 dans l'établissement PPMPP Sarl implanté ZAC de Saint-Jean Route de canals 82170 GRISOLLES. L'inspection a été annoncée le 26/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PPMPP Sarl
- ZAC de Saint-Jean Route de canals 82170 GRISOLLES
- Code AIOT : 0006802447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ied : Non

La Société PROUREED est titulaire de l'autorisation d'exploiter un entrepôt de stockage de produits phytosanitaires, de produits toxiques et de liquides inflammables sur la ZI Saint-Jean à Grisolles. L'entrepôt, d'une surface de stockage d'environ 5 200 m², est constitué de 12 cellules de stockage. Il a une capacité totale de 4 605 tonnes de produits (6 579 palettes).

Le site est actuellement loué à la société Gamm Vert qui y exerce une activité de stockage.

Cet établissement est autorisé à fonctionner par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1991 modifié, sous le régime de l'Autorisation, avec statut Seveso Seuil Haut.

Le site a fait l'objet d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques qui a été approuvé par arrêté préfectoral n°2011 042-0003 du 11 février 2011.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- sécurité incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Date de mise en conformité
2	Alarme protection incendie	Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article Paragraphe 6.6.8	Susceptible de suites	05/12/22

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Manche à air	Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article Paragraphe 6.5.9	Susceptible de suites	Sans objet
3	Vérifications périodiques des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article Paragraphe 6.3.4c	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit procéder à la résolution du report défectueux du niveau d'émulseur sur la centrale d'alarme de la protection incendie du site et en attester à l'inspection le 5 décembre prochain, date prévue pour sa mise en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Manche à air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article Paragraphe 6.5.9
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie/toxique
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui lors de la visite du 12 août 2022
Prescription contrôlée : Les matériels nécessaires pour la mesure de la vitesse et de la direction du vent sont mis en place sur le site. Une ou des manches à air éclairées sont implantées sur le site de manière à être visibles à partir de n'importe quel point du site.
Constats : Lors de la visite du 12 août 2022, l'inspection avait constaté que la manche à air était totalement détériorée et avait demandé son remplacement dans un délai d'un mois. L'inspection constate que la manche à air détériorée précédemment en place sur le site a été remplacée par une manche à air neuve. L'exploitant indique que ce remplacement a été effectué le 12 septembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Alarme protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article Paragraphe 6.6.8
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui lors de la visite du 12 août 2022
Prescription contrôlée : L'ensemble de ces détections (incendie, fumées, gaz) entraînent un report d'alarme rapidement exploitable au niveau de la centrale de détection située au poste de garde du site.
Constats : Lors de la visite du 12 août 2022, l'inspection avait constaté la présence d'un défaut sur la centrale d'alarme de la protection incendie du site: la centrale reportait un niveau d'émulseur bas. L'exploitant avait précisé que ce défaut était connu et qu'il s'agissait d'un problème de report, car le niveau d'émulseur était suivi et suffisant. Des recherches avaient été effectuées pour trouver l'origine du défaut mais n'avaient pas abouti. L'ensemble du système de report doit être remplacé. L'inspection avait demandé à l'exploitant de résoudre le report défectueux sous 1 mois, ce mauvais report banalisant l'alarme qui pourrait ne pas être prise en compte si le niveau d'émulseur se retrouvait réellement en dessous des besoins. L'inspection constate lors de la visite du 10 octobre que le défaut est toujours présent. Un devis concernant le remplacement de la sonde de niveau d'émulseur en date du 30 septembre 2022 a été présenté. L'exploitant indique que la date d'intervention est programmée le 5 décembre 2022. Un contrôle hebdomadaire du niveau d'émulseur est réalisé et tracé sur papier depuis le 26 septembre 2022. L'inspection demande à l'exploitant d'attester de la réalisation de l'intervention et du retour au bon fonctionnement du report de niveau d'émulseur dès sa réalisation prévue le 5 décembre prochain.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Vérifications périodiques des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2014, article Paragraphe 6.3.4c
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent, qui vérifie également les mises à terre et mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans le rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : La société DEKRA a réalisée le 19 septembre 2022 une vérification complète des installations électriques. L'exploitant a présenté le rapport correspondant daté du 20 septembre 2022 concluant que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet